

4

Nicolas Sarkozy Ou le clone de Bush

PIERRE BAYARD

La France est-elle en panne, en recul, en crise ou, pire encore, en déclin ou en décadence ? Nicolas Sarkozy l'affirme parce qu'il cherche un prétexte à toutes sortes de sacrifices sociaux : persuadons les Français que tout va mal et ils avaleront alors la potion amère du libéralisme ; créons une ambiance de désastre national et un nouveau modèle s'imposera, le modèle américain.

Il ne sert à rien de nier les difficultés que traverse la France. Elle a été rattrapée, pour le revenu moyen, par la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Irlande. Elle est distancée par les pays scandinaves comme par les États-Unis. L'absence de croissance entraîne l'absence de création d'emplois. Son taux de chômage reste l'un des plus élevés du continent européen. Le taux d'emploi de la population est l'un des plus mauvais d'Europe. Mais pourquoi vouloir rompre avec le modèle français et non pas le réformer en s'inspirant de ce qu'il est permis d'appeler le modèle social européen ? Pourquoi en appeler au rêve américain si ce n'est par un a priori idéologique ?

LE RÊVE AMÉRICAIN ET LE RÊVE EUROPÉEN

Selon Jeremy Rifkin⁽¹⁰⁸⁾, le rêve américain « affirme avec force que chacun peut, sans aucune limite, rechercher le succès, ce qui revient à dire, dans le

langage courant américain, le succès financier ». Ce rêve repose donc sur l'idée que chacun peut passer de la misère à la richesse : les plus motivés et les plus talentueux s'élèveront jusqu'au sommet, les autres échoueront. Chacun est maître de son destin. C'est le thème bien connu des pionniers protestants du 19^{ème} siècle. Ils ont posé les deux fondements du modèle américain : la ferveur religieuse tout d'abord puisque les Américains ne doutent pas un instant de leur destinée exceptionnelle, à titre individuel et en tant que peuple. Et ensuite le droit au bonheur par le progrès personnel, c'est-à-dire par la réussite personnelle matérialisée par l'accumulation de richesse. Elle seule, par l'autonomie qu'elle confère, garantit à la fois la liberté et la sécurité. Ce mélange unique de ferveur religieuse et d'utilitarisme robuste donne une force remarquable au rêve américain qui apporte une réponse aux deux désirs humains les plus fondamentaux : le bonheur ici-bas et le salut dans l'au-delà.

On comprend donc très bien pourquoi la droite y cherche aujourd'hui son inspiration : le rêve américain repose sur une foi inébranlable dans la prééminence de l'individu et dans la responsabilité personnelle. Chacun peut réussir, c'est-à-dire s'en-

richir, s'il s'en donne la peine. Les pauvres le sont donc par leur faute et ne doivent en aucun cas compter sur l'État pour pallier leurs insuffisances personnelles.

Pourtant, c'est au moment où Nicolas Sarkozy se revendique « américain » que Jeremy Rifkin qualifie le rêve américain de dépassé.

Un autre rêve, européen celui-là, serait, selon lui, en train de naître. Il a l'audace de suggérer une nouvelle histoire qui prête attention à la qualité de la vie, à la durabilité, à la paix et à l'harmonie. « *Le rêve américain met l'accent sur la croissance économique, la richesse personnelle et l'indépendance. Le rêve européen se concentre davantage sur le développement durable, la qualité de vie et l'interdépendance. Le rêve américain rend hommage à l'éthique du travail. Le rêve européen fait plus grand cas du temps libre et de l'accomplissement personnel* ». « *Le rêve européen fait passer les relations sociales avant l'autonomie individuelle, la diversité culturelle avant l'assimilation, la qualité de vie avant l'accumulation de richesse, le développement durable avant la croissance matérielle illimitée, l'épanouissement personnel avant le labeur acharné, les droits universels de l'homme et les droits de la nature avant les droits de propriété, et la coopération mondiale avant l'exercice unilatéral du pouvoir* ». « *La nouvelle vision européenne de l'avenir accorde plus d'importance à la transformation personnelle qu'à l'accumulation matérielle individuelle. Le nouveau rêve ne se concentre plus sur l'augmentation des richesses mais plutôt sur l'élévation de l'esprit humain. Le rêve européen cherche l'élargissement de l'empathie humaine, pas du territoire* ».

Le rêve américain repose sur l'idée que chacun peut passer de la misère à la richesse. Le rêve européen s'attache plutôt à l'amélioration de la qualité de vie de la population tout entière. Le premier insiste sur les possibilités individuelles, le second sur le bien-être collectif. Le premier repose sur la prééminence de l'individu et la responsabilité individuelle, le second sur la naissance d'une conscience globale et la responsabilité collective.

Il est donc pour le moins paradoxal que la droite française, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, fasse sien le rêve américain au moment où s'affirme et prend forme, sur le vieux continent, un rêve nouveau préfigurant l'avenir. Il faut aujourd'hui beaucoup de cécité pour renier le modèle européen et adhérer sans critique au modèle américain.

LE RENIEMENT DU MODÈLE EUROPÉEN

Or ce modèle de société européen existe. Il doit bien évidemment évoluer pour s'adapter aux mutations économiques et sociales mais faut-il pour autant en renier toutes les caractéristiques ? Avant de le jeter aux orties, encore faudrait-il prendre la peine de le définir. C'est ce qu'avait demandé Romano Prodi, alors président de la commission européenne lorsqu'il avait formé une table ronde intitulée « *Un projet durable pour l'Europe de demain* ». Dans son rapport, remis en avril 2004, le modèle européen y est défini comme traduisant « *la volonté de fonder un monde de justice reposant sur l'irréductibilité de la dignité humaine* ». Il est constitué de quatre composantes.

L'inviolabilité des droits de l'homme tout d'abord.

Les droits de l'homme sont apparus, pour des raisons historiques, en Occident mais l'homme est universel et ses droits également. Les droits de l'homme sont donc communs à l'humanité toute entière mais leur inviolabilité est la marque de l'Europe comme en témoignent le bannissement de la peine de mort, la suppression des tribunaux d'exception, l'interdiction de la commercialisation du corps humain, l'extension des libertés publiques constitutionnelles. « Cette empreinte » est moins forte aux États-Unis comme en témoignent, à des niveaux différents, la persistance de la peine de mort, la commercialisation des fœtus, la création du camp de Guantanamo⁽¹⁰⁹⁾ à la suite de guerre contre le régime des talibans afghans, la torture des prisonniers irakiens par des soldats américains à Abou Ghraïb en Irak ou encore la pratique de l'exfiltration par le gouvernement américain des personnes présumées terroristes vers des régimes amis pratiquant la torture⁽¹¹¹⁾.

Deuxième composante du modèle de société européen : la culture comme moyen d'émancipation.

La culture est avant tout conçue en Europe comme un instrument de développement de la personne humaine, et non comme le support d'une activité marchande. Tel n'est pas le cas aux États-Unis où la publicité est présente jusque dans les manuels scolaires puisque les enfants aujourd'hui scolarisés sont les consommateurs de demain.

Troisième composante : un modèle de développement durable, caractérisé par un équilibre particulier entre prospérité économique, justice sociale et protection de l'environnement. L'importance attachée à la justice sociale est propre à l'Europe : le développement de l'Etat providence, l'intensité de la redistribution fiscale sont des spécificités européennes. Les prélèvements obligatoires atteignent ainsi en moyenne 42 % du PIB en Europe, variant selon les États membres entre 38 % et 53 % ; ils n'atteignent que 28 % aux États-Unis et au Japon, soit dix points de moins que dans l'État européen le moins redistributeur. C'est un choix de société : d'un côté, et pour reprendre les termes du préambule de la Constitution, « *la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence* ». D'un autre côté, la Nation s'en remet au marché pour assurer tous ces risques sociaux ! Le modèle américain rend d'emblée l'individu responsable de sa réussite économique personnelle et ne lui assure qu'un minimum d'aide sociale, hormis la garantie d'une éducation publique gratuite. Les Européens, en revanche, estiment que la société a le devoir de contrebalancer le darwinisme parfois impitoyable du marché en accordant une aide sociale aux plus démunis, afin que personne ne reste à la traîne. L'attention particulière portée à l'écologie est également propre à l'Europe : elle est l'endroit du

monde où ces questions revêtent la plus grande importance. Les positions diplomatiques prises lors des négociations de Kyoto en sont le témoignage.

Quatrième et dernière composante : une vision de l'ordre international fondée sur le multilatéralisme.

Les pays européens ont été confrontés, sur leur propre territoire, à deux guerres mondiales au cours du 20^{ème} siècle. Cette histoire les a convaincus que le dialogue et le développement sont des voies plus efficaces pour garantir la sécurité que le recours aux solutions militaires. Cette approche les conduit à accepter des restrictions à leur souveraineté tant au niveau européen qu'international pour favoriser la paix indispensable au développement économique et social. À l'inverse, l'administration Bush ignore le droit international et le multilatéralisme, elle privilégie la seule promotion de l'empire américain : non signature du protocole de Kyoto, pas de participation au traité de Rome créant une Cour de justice internationale... La gestion des relations avec l'Irak constitue le paroxysme de cette attitude.

Dans sa volonté de rupture, quelles sont les composantes fondamentales du modèle européen que Nicolas Sarkozy veut supprimer ? L'attachement aux droits de l'homme ? Le respect de la diversité culturelle ? La Sécurité sociale comme instrument de mutualisation des risques sociaux ? L'affirmation européenne face à l'unilatéralisme américain ? Il faudra qu'il le précise sauf à laisser penser qu'il n'y a dans sa volonté de rupture qu'une rhétorique démagogique destinée à servir son intérêt personnel.

L'ADHÉSION AU MODÈLE AMÉRICAIN

Nicolas Sarkozy omet par ailleurs d'évoquer les faiblesses du modèle américain. Des faiblesses dans ses fondements mais aussi dans ses performances.

Un modèle aux fondements fragilisés

On a vu que le modèle américain repose sur deux fondements : la ferveur religieuse et le droit au bonheur par le progrès personnel dans le travail. Or chacun de ses deux fondements apparaît aujourd'hui bien fragile.

Si la ferveur religieuse de l'Amérique est puissante, elle est bien moindre en Europe et elle ne suffit plus aux États-Unis pour pallier les insuffisances de l'Etat fédéral. Selon Jeremy Rifkin⁽¹¹²⁾, les États-Unis connaissent un déclin régulier et brutal du recrutement de bénévoles dans le secteur privé à but non lucratif : le rêve américain est donc en train « *de se replier autour de la défense d'intérêts personnels étriqués avec des conséquences désastreuses pour la société tout entière* ».

Jeremy Rifkin constate également un affaiblissement du second élément du rêve américain, c'est-à-dire de l'éthique américaine du travail : « L'aspiration au succès immédiat a envahi toute la culture américaine. Le jeu légal n'est que l'une des nombreuses voies empruntées par les Américains dans l'espoir d'accomplir le rêve américain. Pendant un moment, à la fin des années 1990, la bourse a fait fureur (...). Aux yeux de nombreux jeunes américains, la télé réalité est devenue le moyen le plus en vogue d'accéder à de hautes destinées (...). Les Américains sont devenus, disent ses critiques, un peuple obèse, paresseux et sédentaire qui passe un temps considérable à aspirer à la réussite sans accepter de payer son dû, c'est-à-dire admettre que l'investissement personnel est indispensable pour faire quelque chose de sa vie. »

Cette fragilité des fondements du rêve américain conduit Jeremy Rifkin à pronostiquer « *la mort lente du rêve américain* ».

UN MODÈLE AUX PERFORMANCES CONTESTABLES

Un ascenseur social bloqué

Écoutons encore le chercheur américain décrire les faibles performances du système américain : « *Jusqu'aux années 1960, l'ascension sociale était au coeur du rêve américain. Vers cette époque, le rêve a commencé à s'effiloche, lentement d'abord, puis de manière accélérée dans les années 1970, 1980 et 1990* ». Les États-Unis ne peuvent donc plus prétendre être un modèle en matière d'ascension sociale pour le monde entier (et pas plus pour la France de Nicolas Sarkozy). Aujourd'hui, 17 % des Américains vivent dans la pauvreté. En comparaison, celle-ci touche 5,1 % de la population en Finlande,

7,5 % des Allemands, 8 % des Français, 10,1 % des Espagnols et 14,2 % des Italiens⁽¹¹³⁾. Les États-Unis arrivent en 24^{ème} position parmi les pays développés pour ce qui est de l'inégalité des revenus. Seuls la Russie et le Mexique obtiennent de moins bons résultats. Les 18 pays européens les plus développés présentent ensemble une moins grande inégalité de revenus entre riches et pauvres⁽¹¹⁴⁾. 22 % des enfants des États-Unis vivent dans la pauvreté⁽¹¹⁵⁾. Ce résultat place aujourd'hui ce pays en 22^{ème} position des pays développés (soit en avant-dernière position devant le Mexique). Dans le même temps, aux États-Unis, les 100 dirigeants les mieux payés perçoivent en 1999 plus de 1000 fois le salaire moyen d'un travailleur, contre 30 fois en 1970...

Un marché du travail artificiellement efficace

La performance américaine en matière d'emploi est également surfaite. Au zénith de leur essor économique, à la fin des années 90, les États-Unis affichaient officiellement un taux de chômage de 4 %. Toutefois une récente étude américaine a établi que les véritables chiffres se rapprochaient des taux de l'union européenne car 2 millions de salariés découragés avaient tout simplement baissé les bras tandis que la population carcérale montait en flèche passant de 500 000 détenus en 1980 à 2 millions aujourd'hui. Près de 2 % de la main-d'oeuvre adulte masculine potentielle des États-Unis est actuellement derrière les barreaux. À l'été de 2003, le département américain du travail établissait le taux de chômage à 6,2 % mais les chiffres prenant en compte les salariés découragés se situaient à 9 % de la population active⁽¹¹⁶⁾.

Une intégration faussement performante

On présente souvent le modèle américain fondé sur le communautarisme et la discrimination positive comme plus efficace que le modèle républicain français... Il est permis d'en douter. Certes, la politique de préférence raciale a permis, depuis le début des années 70, la promotion réelle et visible des minorités ethniques, et principalement des noirs et son impact a été fort dans les universités les plus prestigieuses mais il est moins évident pour ce qui est

de l'emploi. C'est d'ailleurs pourquoi en 2003, le revenu médian d'un foyer noir équivaut à 64% du revenu médian d'un foyer blanc (soit 29 500 \$ contre 46 300 \$)⁽¹¹⁷⁾.

Dans le même temps, « l'affirmative action » n'a pas eu que des conséquences positives. Selon Orlando Patterson, deux tiers des afro-américains vivent mieux qu'avant mais la situation du dernier tiers se dégrade : les déclassés deviennent plus visibles et les invisibles sont encore plus délaissés. L'affirmative action a en outre « racialisé » tous les problèmes de la société américaine et celle-ci divise désormais ses pauvres entre blancs, noirs et latinos⁽¹¹⁸⁾.

Le politiste Andrew Hacker parle ainsi aujourd'hui de l'existence aux États-Unis de deux nations, l'une noire et l'autre blanche, séparées, hostiles et inégales. Et de fait, certaines statistiques, terribles, lui donnent raison : les blancs sont près à déboursier 13 % de plus pour vivre dans des quartiers totalement « blancs ». 12 % des Américains noirs, de sexe masculin, âgés de 20 à 34 ans se trouvent actuellement derrière les barreaux⁽¹¹⁹⁾ contre 4 % des latinos et 1,6 % des blancs. Si les tendances actuelles se poursuivent, un tiers des américains noirs nés en 2001 sera emprisonné une fois dans sa vie. Un jeune noir de sexe masculin, vivant à New York, a la même espérance de vie qu'un Sri lankais⁽¹²⁰⁾.

Une société malade

Plusieurs autres indices témoignent d'une société malade de ces excès.

Le taux moyen d'homicides pour 100 000 habitants a été, entre 1997 et 1999, de 1,7 pour l'union européenne alors que celui des États-Unis fut près de quatre fois plus élevé (près de 6,26).

Le taux d'incarcération constaté aux États-Unis témoignent d'une société particulièrement violente et peu sécurisante : plus de 2 millions d'Américains sont actuellement incarcérés, ce qui représente près du quart de l'ensemble de la population carcérale mondiale. Il y a dans les États membres de l'union européenne 87 détenus pour 100 000 habitants, on atteint aux États-Unis le chiffre incroyable de 685 détenus pour 100 000 habitants.

Enfin, les classes moyennes, pourtant symbole de la réussite américaine, sont désormais en péril. Fin 2005, deux mois avant son départ à la retraite, Alan Greenspan, alors président de la réserve fédérale, s'est inquiété des inégalités croissantes aux États-Unis et de la disparition de la classe moyenne. Il a regretté devant la commission économique jointe du Congrès que 80 % des employés n'aient pas bénéficié de la moindre augmentation de salaire lors des dernières années. « *La première solution adoptée par les familles pour compenser la baisse des salaires réels est de travailler plus. Les emplois à mi-temps deviennent à plein temps et certains prennent un deuxième ou un troisième travail* » explique Rick Wolf, professeur d'économie de l'université du Massachusetts, auteur d'une étude sur l'évolution des rémunérations depuis le XIX^e siècle. « *L'autre conséquence, poursuit-il, est l'augmentation de l'endettement des ménages, plus particulièrement depuis années 2000. Plus de 15 % des revenus après impôts sont au service de la dette* ».

Un système social réduit aux acquêts

Enfin, le système social américain est bien moins protecteur qu'en Europe.

Dans les années 1990, le salaire minimum légal aux États-Unis n'atteignait que 39 % du salaire moyen alors que dans l'union européenne il était de 53 %⁽¹²¹⁾. Cela fait maintenant 9 ans que le salaire minimum est figé à 5,15 dollars aux États-Unis. Cela représente 10 700 dollars par an, une somme nettement inférieure au seuil de pauvreté fixé à 16 000 dollars pour une famille de trois personnes. Selon les économistes, le pouvoir d'achat du salaire minimum est à son plus bas niveau depuis 1955. Créée en 1938 par le président démocrate Franklin Delano et Roosevelt, cette rémunération plancher fait partie de l'héritage social de la Grande dépression qu'une partie de la droite républicaine voudrait supprimer. Outre Atlantique, les employeurs ne sont pas légalement obligés d'offrir des congés à leurs salariés. Les vacances de deux semaines sont ainsi devenues la règle dans la plupart des entreprises. Selon l'OCDE (2000), les salariés américains ont la durée annuelle de travail

la plus élevée de tous les grands pays industrialisés. Ils travaillent actuellement 10 semaines de plus par an que les salariés allemands et quatre semaines et demi de plus que les britanniques. Et le fameux « droit à travailler plus » réclamé par Nicolas Sarkozy se transforme vite en une obligation de toujours faire plus.

Les États-Unis font partie des trois seuls pays industrialisés où les entreprises ne sont pas tenues d'accorder un congé de maternité ou de paternité.

Les américains n'ont pas d'assurance maladie collective. À l'exception de deux programmes publics, l'un destiné aux personnes âgées (Medicare) et l'autre aux personnes en difficulté sociale (Medicaid), l'assurance-maladie y est donc privée et les Américains y accèdent par la médiation de leur employeur. Or ce système se révèle peu efficace.

Tout d'abord parce qu'il est particulièrement coûteux. La dépense de santé par habitant est aux États-Unis la plus élevée du monde développé. En fait, le recours au marché génère davantage de bureaucratie que l'État car les compagnies d'assurances consacrent une part importante de leur activité à l'analyse des risques inhérents à la signature de chaque police d'assurance. Les frais généraux y sont donc beaucoup plus élevés que dans une agence publique⁽¹²²⁾. C'est l'une des raisons pour lesquelles les entreprises américaines répugnent aujourd'hui à embaucher, recourent au travail temporaire, réduisent la couverture de l'assurance-maladie, gèlent ou même réduisent encore les salaires. Certaines n'hésitent pas à contourner la législation sur l'interdiction des discriminations en fonction de l'âge, les primes d'assurance pour un jeune travailleur étant plus faibles que pour un salarié plus âgé⁽¹²³⁾. Ensuite parce que le modèle américain prive de couverture maladie près du cinquième de la population américaine. À un instant donné, environ 45 millions d'Américains ne bénéficient d'aucune couverture sociale soit environ 20 % de la population. Ce chiffre dissimule une précarité plus importante encore car, sur une période de deux années, ce sont près de 40 % de la population qui, à un moment donné, ne bénéficiera d'aucune couverture sociale⁽¹²⁴⁾. Selon l'OMS, les États-Unis et l'Afrique du Sud sont les deux seuls pays développés du monde à ne pas disposer d'un système de santé accessible à tous leurs citoyens.

Enfin parce que le modèle américain est, au final, peu performant en matière de santé. Les États-Unis ne recensent que 279 médecins pour 100 000 habitants contre 322 pour l'Union européenne. Ils arrivent pour la mortalité infantile en 26^{ème} position parmi les pays industrialisés avec 7 décès pour 1000 naissances, un résultat bien plus mauvais que la moyenne des pays de l'union européenne. L'espérance de vie y est plus faible que dans de nombreux pays : il vaut mieux être japonais (81,5 années en 2001) ou européen de l'Europe des 15 (79 ans la même année) qu'américain (77,1 ans). Et les différences d'espérance de vie se creusent (cinq mois en 1960 entre les États-Unis et la France, 2,1 années en 2001). Une médecine à la pointe du progrès demeure à l'évidence incapable de compenser les effets des conditions de vie. Toutes les études montrent que la cohésion sociale contribue à la croissance de l'espérance de vie. Les pays qui offrent à leur population la plus longue espérance de vie à la naissance (comme la Suède ou le Japon) se trouvent être aussi ceux où la différence de revenus entre classes sociales est la plus faible.⁽¹²⁵⁾

Un ascenseur social bloqué, un marché du travail artificiellement performant, une société incarcérant 2 % de sa population, un droit d'accès au système de santé bafoué, des congés réduits à presque rien, un droit au congé de maternité ou de paternité refusé, une espérance de vie inférieure à celle des pays européens, le modèle américain n'a pas que des avantages. Nicolas Sarkozy voit pourtant l'avenir de la société française ! Plutôt que d'importer le modèle américain en France, pourquoi ne pas réformer, adapter et construire le modèle européen ?

L'ADHÉSION AU CONSERVATISME DE BUSH

Nicolas Sarkozy n'est pas seulement un ami de l'Amérique, il en est un zélateur qui se définit volontiers lui-même comme « américain ». Et plus encore qu'un américain, c'est d'abord un adepte du conservatisme de G.W. Bush.

Nicolas Sarkozy, l'américain

Il est normal pour un homme politique français de se déclarer l'ami des États-Unis. Nos deux pays n'ont jamais été en conflit au cours de l'histoire (ce

qui n'est vrai ni pour la Grande Bretagne, ni pour l'Espagne, ni pour l'Italie ou encore l'Allemagne) ; les français ont soutenu les insurgés américains face à la couronne anglaise lors de la guerre d'indépendance de 1776 à 1783 ; à l'inverse, les États-Unis ont par deux fois participé à la libération du territoire français au cours du 20ème siècle. Nos deux pays sont donc alliés et amis depuis des décennies. Aussi lorsque Nicolas Sarkozy déclare en avril 2004 devant le comité juif américain que « *certaines en France m'appelle Sarkozy l'américain. J'en suis fier. Je suis un homme d'action, je fais ce que je dis et j'essaie d'être pragmatique. Je partage beaucoup des valeurs américaines* », ce ne sont pas tant les propos tenus qui posent problème que leur concomitance avec le tour dramatique que prend alors la guerre en Irak⁽¹²⁶⁾. Cinq mois plus tard, lors de sa visite à New York en octobre 2004, Nicolas Sarkozy va plus loin encore dans ses déclarations à l'égard des États-Unis. Il se dépeint comme étranger en son propre pays⁽¹²⁷⁾ et d'ajouter encore : « *le monde vous admire. Le monde vous respecte.* »

Nicolas Sarkozy, l'atlantiste convaincu – le soutien inconditionnel à la guerre en Irak

Nicolas Sarkozy a donné de nombreux gages d'atlantisme lors de la crise irakienne aussi bien avant qu'après l'invasion du territoire irakien par les troupes américaines.

Lui, habituellement si disert, évite de s'exprimer sur la question irakienne dans les mois précédant l'intervention militaire américano-britannique contre l'Irak, le 20 mars 2003. Il ne dit rien. Pas même un bref commentaire. Pas même à une presse confidentielle. Son silence tranche avec la dénonciation par les autorités françaises de la guerre préventive. Le président de la République accorde une interview à l'hebdomadaire « *Time magazine* » le 16 février 2003. Le 10 mars, il reçoit Patrick Poivre d'Arvor (TF1) et David Pujadas (France 2) pour une interview télévisée au cours de laquelle il confirme que « *la France votera non (à une résolution fixant un ultimatum à l'Irak) parce qu'elle considère ce soir qu'il n'y a pas lieu de faire une guerre pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire le dés-*

armement de l'Irak ». Il menace clairement les États-Unis d'utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Un droit de veto que la France n'a depuis 1945 utilisé que 18 fois, et une fois seulement contre les États-Unis en 1956 !

De son côté, le 14 février 2003, lors d'une séance publique du Conseil de sécurité des Nations unies, Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, suggère aux Nations Unies de « *donner la priorité au désarmement dans la paix* » et se prononce en faveur de la poursuite des inspections. Le 7 mars 2003, lors d'une nouvelle réunion du Conseil de sécurité sur l'Irak, le ministre français des Affaires étrangères, s'oppose à nouveau à une intervention armée et rappelle que devant la multiplicité et la complexité des menaces, il n'y a pas de réponse unique, mais une seule exigence, l'union de la communauté internationale.

Il y a des silences qui en disent plus que de longs commentaires. Le cœur du président de l'UMP bat du côté de Georges W Bush et de Donald Rumsfeld et non du côté de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin ! Il est clair que le président de l'UMP approuve, au moins tacitement, l'intervention unilatérale américaine en Irak.

Un an après, en avril 2004, Nicolas Sarkozy se rend aux États-Unis. Ils s'emploie alors à donner un faste tout particulier à ce déplacement et obtient d'être reçu par Colin Powell, le chef de la diplomatie américaine et par Condoleezza Rice, la très proche conseillère à la sécurité nationale du président Bush. Finis les silences rentrés de l'année précédente. Nicolas Sarkozy met en scène son admiration pour les États-Unis et le lien tout particulier qui l'unit aux États-Unis. Dans une interview accordée depuis Washington aux radios françaises, il insiste : « *les États-Unis et la France ont connu une période un peu tendue à la suite du désaccord qui nous a opposés sur la façon de traiter la question irakienne. Eh bien maintenant, cela appartient au passé, il faut se tourner vers l'avenir et pour cela le plus de contacts possibles sont nécessaires* ». Le message est clair, il faut se

garder de parler de guerre en Irak, ne pas importer les autorités américaines avec ce conflit.

Et pourtant à la même époque, de nombreuses informations font état d'actes de torture et de mauvais traitements infligés par les forces de la coalition conduite par les américains.

Selon Amnesty international, un rapport du CICR datant de février 2004 précisait que « *des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements étaient utilisés au moment de l'arrestation, pendant l'incarcération et au cours des interrogatoires. Ce document recensait notamment le port forcé d'une cagoule – parfois durant quatre jours –, l'utilisation de menottes entraînant des lésions cutanées et nerveuses, des coups assés avec des objets durs, des menaces d'exécution, le maintien à l'isolement, des humiliations (le fait d'exhiber le prisonnier totalement nu, par exemple), l'exposition du détenu encagoulé à des musiques ou à des bruits assourdissants, ainsi que le maintien prolongé de la personne dans des positions douloureuses* ».

Au mois d'avril 2004, des images datant de 2003 et montrant des prisonniers irakiens torturés et maltraités par des soldats américains à Abou Ghraïb sont diffusées dans le monde entier. Amnesty international s'en fait l'écho dans son rapport 2005 : « *On y voyait des groupes de prisonniers nus obligés de se mettre dans des positions humiliantes et sexuellement explicites. Des fils électriques avaient été attachés à un détenu. D'autres étaient menacés par des chiens. D'autres éléments de preuve indiquaient que des prisonniers irakiens avaient été roués de coups, forcés de manger du porc, de boire de l'alcool, de se masturber devant des femmes soldats américaines ou de marcher à quatre pattes et d'aboyer* ». Nicolas Sarkozy n'a rien vu, rien entendu, rien lu. En tout cas, il ne dit rien qui puisse déplaire à ses hôtes américains.

Mais tout cela compte peu aux yeux de Nicolas Sarkozy ! Par ses silences avant l'intervention américaine en Irak, par le lustre de son déplacement aux États-Unis en avril 2004, par ses stratagèmes destinés à éluder avec les autorités américaines les actes de torture et de mauvais traitements infligés par les forces de la coalition anglo-américaine en Irak, il approuve de fait l'invasion de l'Irak et la conduite de ce conflit par les américains.

Des questions viennent alors à l'esprit : qu'aurait-il fait s'il avait été président de la République ? Son atlantisme l'aurait-il conduit à s'aligner sur la stratégie de Georges W. Bush ? Aurait-il envoyé nos forces armées sur le théâtre irakien dans une guerre qui n'en finit plus depuis ce 20 mars 2003 qui vit les troupes anglo-américaines envahir l'Irak ? La France serait-elle, elle aussi, engluée dans ce conflit qui s'est transformé en guerre civile et qui alimente désormais la vindicte terroriste ?

Nicolas Sarkozy, le conservateur

Mais plus encore qu'aux Américains, il s'identifie au conservatisme de G. W. Bush. Il a analysé ce qui s'est passé aux États-Unis avant la victoire de Georges Bush. Il a compris que le libéralisme seul ne lui permettrait pas de gagner l'élection présidentielle et qu'il fallait y ajouter, comme G. W. Bush l'avait fait en 2004, d'autres dimensions : mêler la famille et la sécurité à la religion et au nationalisme. En ce sens, il apparaît clairement comme l'héritier du président des États-Unis : même style, même discours moral, même credo conservateur.

Un même style

Dans les deux cas, on retrouve un même discours populiste, une même croyance enthousiaste, quasi caricaturale, dans les vertus du changement (l'action prime sur l'objectif), un même héros moderne qui serait l'entrepreneur individualiste, un même discours sur la réussite, la promotion sociale ignorant les inégalités sociales. Comme Bush, Nicolas Sarkozy a une vision binaire du monde. Comme lui, il utilise les mêmes méthodes de propagande : l'instrumentalisation de la peur, le populisme, un discours basé sur un nombre très réduit d'idées simples mais martelées. Comme pour lui enfin, le verbe tient lieu d'action et l'exonère de toute responsabilité dans l'efficacité des politiques conduites.

Un même discours moral d'essence essentiellement religieuse

G. W. Bush défend le retour de la religion dans la politique. Le président américain a été en effet très influencé⁽¹²⁸⁾ par l'argumentation de Marvin Olasky's

selon laquelle les organisations religieuses sont plus aptes à résoudre le problème de la pauvreté que la « bureaucratie sociale » parce qu'elles visent à changer les gens plutôt qu'à leur donner de l'argent. Cette idéologie l'a conduit, par exemple, à supprimer les fonds dispensés aux ONG pratiquant l'avortement dans d'autres pays et à réorienter le tiers des fonds destinés à la prévention du Sida dans les pays en voie de développement vers l'éducation à l'abstinence. On retrouve « cette inspiration » chez Nicolas Sarkozy. À l'instar des conservateurs américains, son discours moral est désormais d'essence religieuse comme le révèle son livre « *La République, les religions, l'espérance* » : la morale ne peut être que religieuse, les valeurs républicaines sont réduites à « l'ordre public ». Il oublie que les Français ne sont pas les Américains : aux États-Unis, 98 % des habitants croient en Dieu, contre 76 % des britanniques, 62 % des français et 52 % des suédois. Mais la religion est chez nous une affaire privée. Et c'est cela qui est « sacré »...

Une même tentative de redéfinition du credo conservateur

Nicolas Sarkozy est en fait le relais en France de l'idéologie de George Bush. Il défend les mêmes orientations politiques : la réduction des libertés au nom de la sécurité, l'accroissement de la répression policière, l'exaltation du patriotisme au risque du nationalisme, le communautarisme et la discrimination positive, l'ultralibéralisme économique et le retour de la religion dans la politique.

La droite américaine retient les trois credo habituels de la droite anglo-saxonne : la méfiance à l'égard des pouvoirs de l'État, la préférence pour la liberté par rapport à l'égalité et le nationalisme.

La méfiance à l'égard des pouvoirs de l'État. Pour beaucoup d'américains (et tout particulièrement les conservateurs), veiller à ce que l'État dispose d'un pouvoir réduit constitue un principe fondamental : le pouvoir appartient à l'individu et non à l'État. Il appartient d'abord à l'individu, puis aux communautés locales, aux États fédérés et enfin seulement à l'État fédéral.

C'est pourquoi, les États-Unis sont, avec la Suisse,

les deux seuls pays à organiser très couramment des référendums. Cela explique également que seuls 29 % des américains reconnaissent à l'État la responsabilité d'aider les pauvres (ce taux est, même au Royaume-Uni, deux fois plus élevé). Le héros moderne du conservateur américain n'est pas le châtelain paternaliste mais le rude individualiste sans attache : le chef d'entreprise qui construit un empire puissant à partir de rien.

Depuis son accession à la présidence, G.W. Bush a baissé les impôts en 2001, 2002 et 2003, au profit essentiellement des plus fortunés... Les conservateurs favorisent une privatisation partielle du système de sécurité sociale américain (retraite, assurance chômage)⁽¹²⁹⁾ et détournent ainsi le produit des cotisations obligatoires vers les marchés financiers. Cette politique de privatisation s'accompagne du développement massif d'une épargne privée défiscalisée et favorise donc massivement les Américains les plus riches, ceux qui constituent le noyau dur de l'électorat républicain. Au fondement de cette politique, on retrouve le credo selon lequel la propriété privée et l'épargne individuelle constituent la meilleure, et la plus légitime, source de sécurité pour chacun. Ce que G. W. Bush a appelé l'ère de la possession (« *Era of Ownership* »). Dans la même ligne, Nicolas Sarkozy, bien qu'il se prétende pragmatique en matière économique, est profondément méfiant vis à vis de l'État. Écoutons le 7 septembre 2005 lors de la convention de l'UMP sur le nouveau modèle français : « *Première urgence : faire souffler un vent de dynamisme sur la vie des entreprises et des affaires. Levons les interdictions inutiles, simplifions les démarches, créons de la mobilité entre trop de statuts ou de secteurs qui s'ignorent* ». Le héraut du libéralisme économique en France, Alain Madelin, n'aurait pas dit mieux. Comme il aurait d'ailleurs approuvé la suite du discours du ministre candidat : « *Cessons de punir la détention du patrimoine, alors que tant de Français font des efforts pour transmettre à leurs enfants un capital ; cessons de punir la réussite en taxant excessivement le fruit des investissements à risque alors que nous consacrons tant d'argent pour orienter l'épar-*

gne vers de tels placements ; supprimons les droits de succession et de donation pour les patrimoines petits et moyens, parce qu'il n'est pas supportable pour des parents de penser que leurs enfants devront vendre une partie de leurs biens pour payer ces droits ». Après avoir réduit le poids de l'impôt sur le revenu, Nicolas Sarkozy veut désormais s'attaquer aux impôts frappant le patrimoine. Il le fait via l'imposition sur les successions (et non pas seulement des « petites et moyennes »), il le fera ensuite via l'impôt de solidarité sur la fortune !

La préférence pour la liberté par rapport à l'égalité. C'est la suite logique de la défiance vis à vis de l'État. Seules comptent les libertés économiques, elles apporteront le bien être aux populations: C'est la reprise du rêve américain selon lequel chacun peut passer de la misère à la richesse : les plus motivés et les plus talentueux s'élèveront jusqu'au sommet, les autres échoueront. Rien ne caractérise mieux l'approche américaine que sa tolérance à l'inégalité. Pour la plupart, les américains associent la réussite au mérite et non à la chance ou aux origines sociales. Chacun est maître de son destin. Telle est l'idéologie sous jacente à la conception sarkozienne de promotion de la valeur travail.

Le nationalisme. 6 américains sur 10 pensent que la culture américaine est supérieure aux autres cultures. Ils ne sont en France que 3 à penser la même chose pour la culture française, et 4 en Grande Bretagne et en Allemagne. C'est cette veine nationaliste que reprend désormais Nicolas Sarkozy. Par exemple dans son discours du 23 avril 2006 : « Là encore, nous en avons plus qu'assez de devoir en permanence avoir le sentiment de s'excuser d'être Français. D'ailleurs, si certains se sentent gênés d'être en France, je le dis avec un sourire mais aussi avec fermeté, qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas ». Enchaînant dans la même veine le 2 mai suivant à l'assemblée nationale pour être sûr d'être bien compris : « on en a plus qu'assez d'avoir le sentiment d'être obligé de s'excuser d'être Français ». Ces propos font écho à ceux prononcés par deux

de ses rivaux à l'élection présidentielle : Jean-Marie Le Pen, président du Front National, qui dans les années 1980 déclarait déjà « la France, aimez la où quittez-la », et Philippe de Villiers, président du mouvement pour la France, dont les affiches proclament « La France, tu l'aimes ou tu la quittes ». Les deux ne s'y sont pas trompés : « on peut aller à la chasse aux voix du Front National et perdre sa place a déclaré Le Pen, on gagne une voix du FN et on en perd trois à son bénéfice. » Le second s'est félicité de la « villierisation » des esprits et a exclu un éventuel ralliement à M. Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle. On voit mal en effet pourquoi les électeurs du FN préféreraient soudainement Nicolas Sarkozy alors qu'ils ont déjà entendu des dizaines de fois Jean-Marie Le Pen proférer de tels propos. En fait, sous sa fausse bonne idée (reprenre les voix du Front National), les propos de Nicolas Sarkozy renvoient à une période que l'on croyait révolue, celle où la droite républicaine n'était pas au clair avec l'extrême droite.

La droite américaine ajoute à ces credo traditionnels de la droite anglo-saxonne trois autres caractères plus novateurs auxquels Nicolas Sarkozy tente de coller.

Cette droite se veut en premier lieu plus optimiste et se différencie du scepticisme de la droite classique à l'égard du progrès. Elle veut en fait s'approprier la foi dans le progrès et l'avenir qui est l'un des déterminants essentiels de la gauche. Cette stratégie des néo-conservateurs américains est très visible chez Nicolas Sarkozy. On le voit ainsi faire l'éloge du volontarisme politique à Nîmes le 9 mai 2006 : « Il n'y a pas de fatalité au déclin, il y a seulement les ravages de l'immobilisme. (...) Ce soir, je suis venu vous dire que les choses peuvent changer, que les choses vont changer. Parce que nous allons ensemble construire le chemin qui fera entrer la France de toujours dans le monde de demain ». Mais attention, cet optimisme a toutefois un prix : le retour au pouvoir de l'idéologie libérale, la toute puissance du marché !

Cette droite se veut en deuxième lieu plus égalitaire. C'est à ce titre d'ailleurs que Nicolas Sarkozy revendique la rupture avec le modèle européen. Le 5 septembre 2005, à la Baule, il se dit « *convaincu que l'on ne peut pas continuer à commenter les inégalités, il faut les réduire si l'on ne veut pas créer les conditions d'un drame pour la France dans les 20 ou 30 années qui viennent* ». Comme aux Etats-Unis, ce discours sur la lutte contre les inégalités n'a qu'un objet : celui de séduire les couches populaires pour les arrimer à la droite conservatrice. Il connaîtra ensuite le même destin : celui des promesses vite oubliées car qui oserait prétendre que les inégalités se sont réduites sous la direction de G.W. Bush ?

Cette droite se veut en dernier lieu moins élitiste et plus populiste. Le populisme égalitaire s'aggrave alors à la religion civique, au patriotisme et à la religion tout court pour « équilibrer » dans l'inconséquent collectif la croyance dans les vertus du marché et la méfiance à l'égard des administrations étatiques. C'est manifestement dans ce registre que Nicolas Sarkozy en fait le plus. Sa stratégie : trouver des boucs émissaires qui lui permettent sur un coup médiatique de capitaliser de futurs

suffrages. Il se pose en défenseur du peuple face aux étrangers, tous assimilés hâtivement à des délinquants en situation irrégulière. Il faut nettoyer la cité au kärcher et la débarrasser de la racaille pour restaurer l'ordre public. Autres cibles de choix : les chômeurs⁽¹³¹⁾ et les Rmistes, tous assimilés à des profiteurs face à la France qui se lève pour aller travailler. La technique est désormais bien rôdée : décrypter les études qualitatives des instituts de sondages pour déterminer ce qu'attendent les Français, se prévaloir ensuite d'un fait divers et leur faire entendre ce qu'ils voulaient justement entendre, parler peuple pour faire peuple et enfin prétendre qu'il est populaire et non populiste puisque « *être populiste, c'est considérer que la majorité a raison parce qu'elle est la majorité* ». Or qu'a-t-il fait sinon organiser le rendement de son populisme et sa mise en scène et faire croire que l'électorat le suit alors qu'il le flatte pour au final pouvoir accéder à la présidence de la République. Le rôle d'un leader politique est de dire la vérité au peuple tout en lui redonnant confiance en lui. Nicolas Sarkozy lui dit ce qu'il veut entendre de ses peurs pour qu'il lui donne sa confiance ! Il utilise la vieille recette du populisme qui consiste à flatter le peuple et à dénoncer l'incurie des élites.

(110) Jeremy Rifkin, *Le rêve européen*, Fayard.

(111) On estime que 760 personnes soupçonnées par les Américains d'être des combattants de l'ennemi sont passées par Guantanamo depuis 2002. 490 y étaient encore incarcérées en mars 2006. Les autres ont été libérées ou envoyées dans d'autres centres de détention, américains ou étrangers.

(112) La commission d'enquête du Parlement européen sur la CIA, dans un projet de rapport intérimaire rendu public mercredi 26 avril 2006, confirme que « depuis le 11 septembre 2001, plus de 1000 vols affrétés par la CIA ont transité par l'Europe 12 ans pour y opérer des restitutions extraordinaires ».

(113) Jeremy Rifkin, *Le rêve européen*, (chapitre 1er : la mort lente du rêve américain), Fayard.

(110) Jesuit, David et Smeelding, Timothy, « Poverty Levels in the Developed World », Maxwell School of Citizenship and Public Affairs at Syracuse University, 23 juillet 2002, page 8 et 9; Id. « Poverty and Income Distribution, Luxembourg Income Study White paper, n° 293, Syracuse, NY, Syracuse University, janvier 2002, page 7.

(114) Smeelding, Timothy, « Globalization, Inequality, and the Rich Countries of the G20 : Evidence from the Luxembourg Income Study (LIS) », 30 juillet 2002, page 14.

(115) Est pauvre celui qui a des revenus inférieurs à la moitié du revenu moyen national du pays dans lequel il vit.

(116) Herbert, Bob, « Despair of the Jobless », *The New York Times*, 7 août 2003, « Jobs and the Jobless », *The Washington Post*, 5 mai 2003.

(117) Sheryl Cashin, « The Failures of Integration : How Race and Class are undermining the American Dream », *Public Affairs*, 2004.

(118) Patrick Weil, *La République et sa diversité*, pages 83 à 85, La République des idées, Seuil.

(119) « The 2003 Global 500 », *Fortune*, 21 juillet 2003, www.fortune.com.

(120) Jean de Kervasdoué, « cohésion sociale et espérance de vie », *Le Monde*, mai 2005.

(121) Glazer, Nathan, « Why Americans don't Care About Income Inequality », article présenté aux Inequality and Social Policy Seminar Series, 11 février 2002, pages 3 et 4.

(122) JP. Fitoussi, « Le retour de l'Etat Providence : un (bon) film américain à gros budget », *Le Monde* oct 2004.

(123) JP. Fitoussi, « Le retour de l'Etat Providence : un (bon) film américain à gros budget », *Le Monde* oct 2004.

(124) Jean de Kervasdoué, « cohésion sociale et espérance de vie », *Le monde*, mai 2005.

(125) Jean de Kervasdoué, « cohésion sociale et espérance de vie », *Le monde*, mai 2005.

(126) Voir le chapitre 3 ci-dessus.

(127) Voir le chapitre 3 ci-dessus.

(128) John Micklethwait, Adrian Wooldridge, « The Right Nation : Why America is different », Penguin Books, London, 2004.

(129) Daniel Béland, « Social Security : History and Politics from the New Deal to the Privatization Debate », University Press of Kansas, 2005.

(130) « La France ne peut pas être le seul pays à avoir un degré aussi élevé de protection sociale, et aussi peu d'obligations qui pèsent sur leurs bénéficiaires », Nîmes - mardi 9 mai 2006.

Conclusion

PIERRE BAYARD

Depuis 2002 et son retour dans les palais de la République, Nicolas Sarkozy n'a cessé de se mettre en scène afin de se présenter aux Français comme le seul capable de régler leurs problèmes. Lui seul les écouterait, lui seul les comprendrait, lui seul serait porteur des réformes nécessaires à la France pour endiguer le déclin auquel elle est aujourd'hui condamnée. Voilà cinq ans que Nicolas Sarkozy trompe les Français.

Il se prétend efficace mais a collectionné les échecs.

Secrétaire d'État au Budget de 1993 à 1995, il laisse des finances de l'État dans un état « calamiteux » : la dette explose et passe de 45,3 % à 54,6 % du PIB ; les prélèvements obligatoires atteignent 43,6 % du PIB en 1995 contre 42,9 % en 1993.

Pendant son passage à Bercy en 2004 en tant que ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la croissance marque le pas : elle est à son départ 6 fois moins élevée qu'à son arrivée !

Par deux fois ministre de l'intérieur, il multiplie les chantiers législatifs afin d'entretenir l'illusion médiatique d'un fléchissement de la délinquance. La réalité est moins avouable : si l'on neutralise les deux infractions qui dépendent le moins du com-

portement de la police, à savoir les vols liés à l'automobile et aux deux-roues à moteur ainsi que les cambriolages, la délinquance affiche alors sur la période 2001-2005 une augmentation de 25,7 %. Les violences contre les personnes n'ont jamais cessé de s'accroître : + 8,6 % en 2002, + 7,2 % en 2003, + 4,4 % en 2004, + 4,4 % en 2005 et au total + 27 % sur la période 2001-2005. Ils'ingénie à casser le thermomètre pour faire croire que la température a baissé : il ferme Sangatte mais les migrants sont toujours là ; il durcit les conditions des unions mixtes et du regroupement familial des étrangers et fabrique ainsi de l'immigration clandestine.

Le verbe tient lieu d'action et l'exonère de toute responsabilité dans l'efficacité des politiques conduites.

Nicolas Sarkozy veut incarner le volontarisme mais fait en réalité le choix de la démission en politique.

Il croit le modèle républicain en faillite et le phénomène communautaire inévitable. Il propose donc de réhabiliter les identités communautaires en prenant argument de la diversité de notre société. Il prétend qu'il faudrait sortir l'économie française de sa léthargie par une politique résolue et ambi-

tieuse mais ne fait rien qui puisse perturber le cours des affaires, comme il l'a prouvé pendant ses passages au Ministère des Finances. L'important n'est pas de faire, il faut seulement donner l'illusion que l'État continue d'agir. C'est donc avant tout un État « incantatoire » en matière économique que Nicolas Sarkozy souhaite promouvoir s'il est élu Président de la République.

Son volontarisme apparent n'est en fait qu'une résignation, sa volonté de rupture qu'un abandon. Avec lui, les politiques publiques sont condamnées à n'être que psychologiques.

Nicolas Sarkozy promet la sécurité pour tous mais prépare en fait l'insécurité de chacun.

C'est l'insécurité économique et sociale qui se profile derrière le discours rassurant sur la libération de la France : « libérer les énergies », instituer des « candidatures libres » aux élections syndicales, « libérer le travail », laisser « le libre choix » de travailler plus ou moins, assurer la « libre autonomie des établissements, notamment dans l'élaboration d'un projet éducatif spécifique », la « liberté pédagogique des enseignants », tout cela vise à changer notre modèle social et à ériger la concurrence comme le principe de régulation de l'ensemble de nos rapports sociaux. Avec les résultats que l'on sait : un droit du travail en lambeaux, un droit syndical réduit à néant, une France éclatée, la constitution de ghettos scolaires, des banlieues et des territoires abandonnés à eux-mêmes...

Ce modèle s'accompagnera comme aux États-Unis d'une très forte insécurité des biens et des personnes. Rappelons encore les terribles chiffres rendus publics par le bureau du recensement américain (*US Census Bureau*) le 29 août dernier : 1 américain sur 8 (soit près de 37 millions d'individus) n'a pas assez d'argent pour vivre décemment, avec un revenu annuel inférieur à 7 769 euros ! Les américains d'origine étrangère (afro-américains, hispaniques, asiatiques) sont ceux qui en payent le plus lourd tribut. Le salaire réel médian a baissé depuis 1999. Les inégalités sont criantes : l'écart de rémunération entre un PDG et un salarié de 1 à 40 en 1980,

est passé de 1 à 411 en 2005 ! Pire, la situation s'est encore dégradée en ce qui concerne la couverture santé : 1,3 millions de personnes ont rejoint en 2005 les rangs des américains privés d'assurance maladie, soit un total de 46,6 millions d'individus ! Est-ce cela que les Français souhaitent pour la France ? Tel est l'avenir que nous prépare Nicolas Sarkozy. Il substitue à notre État social de sécurité un État libéral de sécurité : un État aveugle, manquant de lucidité et qui se contente de combattre « la racaille » en faisant l'économie de l'analyse des causes profondes de la délinquance ; un État qui isole donc la recherche de la sécurité de la réalité sociale. Ainsi isolée, cette recherche de sécurité est vaine et se dégrade inmanquablement en une crispation sécuritaire... pour le plus grand profit électoral de la droite (et de l'extrême droite !).

Les Français ont donc de bonnes raisons d'être inquiets !

Nicolas Sarkozy préconise l'adossement béat de notre politique étrangère sur la politique des États-Unis de Bush, quitte à affaiblir l'Europe et à renforcer l'instabilité internationale

Le monde a changé au cours des 20 dernières années. La fin de la bipolarité qui avait structuré l'équilibre mondial autour de deux puissances opposées, les États-Unis et l'URSS, a laissé la place à un seul acteur, les États-Unis, qui cherche désormais à imposer son hégémonie sur le monde entier. Dans ce contexte, seule une Europe forte et unie peut équilibrer la puissance américaine actuellement sans contrepoint. L'enjeu d'aujourd'hui est donc bien de faire de la construction d'un monde multipolaire régi par le droit un objectif véritablement stratégique. Mais l'Europe d'aujourd'hui est en crise : sa croissance est en panne, son émergence en tant que puissance politique a échoué et la démocratie européenne n'est toujours que balbutiante. Le rejet par les Français, le 29 mai 2005, du projet de constitution européenne ne fut en fait que l'une des nombreuses manifestations de cette crise.

Face à ce monde en mutation, quelle est la pensée de Nicolas Sarkozy dans le domaine de la politique internationale et de la construction européenne ?

Bien difficile à dire tant l'intéressé a été peu disert en ces matières. Peut-être faut-il alors se fier au jugement de l'un des plus fins connaisseurs de Nicolas Sarkozy... Jacques Chirac, qui se plaignait auprès de son vieil ami Pierre Mazeaud : « *Tu comprends, Pierre, il est libéral, atlantiste et communautariste* »⁽¹³²⁾. Et de fait, les exemples de la construction européenne et de l'intervention américaine en Irak en 2003 témoignent de l'atlantisme du président de l'UMP.

Nicolas Sarkozy se prétend aux services de l'ensemble des Français mais sert avant tout sa clientèle.

Déjà en 1993-1995, il avait choisi d'augmenter la CSG, la TIPP, la TVA sur les abonnements EDF-GDF... et avait parallèlement baissé l'impôt sur le revenu, élevé les réductions d'impôts pour garde d'enfant à domicile et baissé l'imposition des plus values. Il récidive en 2004 lors de son nouveau passage à Bercy : il baisse injustement l'impôt sur le revenu, incite les citoyens les plus aisés à opérer des donations en franchise d'impôt et décide de s'attaquer aux droits de succession pour promouvoir la France des rentiers...

Nicolas Sarkozy veut incarner l'avenir de la France mais propose en fait les recettes du passé.

La délégitimation du modèle européen au profit du modèle américain vise clairement à affaiblir la légitimité de l'État providence européen. C'est la première étape du démantèlement de la sécurité

sociale au profit d'un système d'assurances privées. Adapter notre système de sécurité sociale est une nécessité, le démanteler un retour à l'Europe des années 30.

Nicolas Sarkozy souhaite doter les religions d'un véritable statut. Réalisable dans le contexte religieux simplifié du début du 20^{ème} siècle, ce projet ne l'est plus un siècle plus tard au temps de la multiplication des rites et de l'individualisation des pratiques et des croyances. Le président de l'UMP s'est tout simplement trompé de siècle.

Revenir sur la laïcité comme il le souhaite, c'est amener l'État à faire le tri dans les philosophies, les croyances et les opinions ! En fait, il propose un retour au régime bonapartiste du concordat de 1801 et des articles organiques de 1802, une tentative d'appropriation de l'Eglise par l'État, ou, à tout le moins, un contrôle politique des églises de France.

Il se prétend porteur d'une ambition pour la France mais ne vise qu'à satisfaire sa boulimie de pouvoir et sa volonté de puissance.

Il se dit déterminé et se révèle pur opportuniste. Il se prétend franc et direct, il est cynique et calculateur. Il prétend dénoncer les prudences tactiques, il exhibe en fait son appétit démesuré du pouvoir. Il pourfend la langue de bois mais en invente une forme nouvelle, le parler cru.

Voilà 5 ans que Nicolas Sarkozy trompe et abuse les Français.

(132) Béatrice Gurrey, *Le rebelle et le roi*, page 127, Albin Michel.

Bibliographie

- Amnesty International, Rapport 2005.
- Assemblée nationale, rapport n° 1718 de la mission d'information sur le traitement de la récidive des infractions pénales, 7 juillet 2004
- Baverez Nicolas, *La France qui tombe*, Perrin, Août 2003.
- Béland Daniel, *Social Security: History and Politics from the New Deal to the Privatization Debate*, University Press of Kansas, 2005.
- Bergounioux Alain, Werkoff-Leloup Caroline *Les habits neufs de la droite française*, Fondation Jean-Jaurès, Plon.
- Brouard Sylvain, Tiberj Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, Paris, décembre 2005.
- Cahuc Pierre, Kramarz Francis, *De la précarité à la mobilité: vers une sécurité sociale professionnelle*, 2 décembre 2004.
- Cashin Sheryl, *The Failures of Integration : How Race and Class are undermining the American Dream*, Public Affairs, 2004.
- Castel Robert, *Les métamorphoses du social*, Fayard, Paris 1995.
- Corcelette Jean-Pierre avec Frédéric Abadie, *Police : les « mal-aimés » de la République*, Éditions Balland, 2003.
- Creel Jérôme, Sterdyniak Henri, *Faut il réduire la dette publique*, Lettre de l'OFCE, janvier 2006.
- Damon Julien, *Vagabondage et mendicité : délits périmés, contrôle persistant*, in « Crime et sécurité, l'état des savoirs » sous la direction de Laurent Mucchielli et Philippe Robert, La Découverte, 2002.
- Euvrard Françoise, *RMI : plusieurs types d'allocataires*, Notes et Graphiques, (CERC) 1991.
- Glazer, Nathan, *Why Americans don't Care About Income Inequality*, article présenté aux Inequality and Social Policy Seminar Series, 11 février 2002.

- Gurrey Béatrice, *Le rebelle et le roi*, Albin Michel.
- Hagneré Cyrille, Plane Mathieu et Sterdyniak Henri, *Réforme fiscale 2007: un pas de côté...*, Lettre de l'OFCE, 20 octobre 2005.
- Jesuit David et Smeelding, Timothy, *Poverty Levels in the Developed World*, Maxwell School of Citizenship and Public Affairs at Syracuse University, 23 juillet 2002 ; *Poverty and Income Distribution*, Luxembourg Income Study White paper, n° 293, Syracuse, NY, Syracuse University, janvier 2002.
- Laacher Smaïn, *Après Sangatte... nouvelles immigrations, nouveaux enjeux*, La Dispute.
- Mayeur J. M., *La séparation de l'église et de l'État*, Julliard, 1996.
- Micklethwait John, Wooldridge Adrian, *The Right Nation : Why America is different*, Penguin Books, London, 2004.
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de la Prévision, *D'où viennent les écarts de richesse par habitant entre les États-Unis, la zone Euro, la France et le Japon ?*, septembre 2003.
- Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, *rapport 2004*.
- Nils Christie, *L'industrie de la punition*, Éditions Autrement.
- Pébereau Michel, *Des finances publiques au service de notre avenir – Rompre avec la facilité de la dette publique pour renforcer notre croissance économique et notre cohésion sociale*, 14 décembre 2005.
- Rifkin Jeremy, *Le rêve européen*, Fayard.
- Robert Philippe, *L'évolution des politiques de sécurité*, in « Crime et sécurité, l'état des savoirs » sous la direction de Laurent Mucchielli et Philippe Robert, La Découverte, 2002.
- Robineau Yves, *Les aides à l'emploi dans le secteur non marchand*, Commissariat Général au Plan, février 2002.
- Roché Sébastien, *Police de proximité : nos politiques de sécurité*, Éditions du Seuil, octobre 2005.
- Sarkozy Nicolas, *Libre*, Pocket, 2001, rééd 2005.
- Sarkozy Nicolas, *La République, les religions, l'espérance*, Cerf.
- Venner Fiammetta, *OPA sur l'islam de France*, Calmann-Lévy.
- Weil Patrick, *La République et sa diversité, La République des idées*, Seuil.



Parti socialiste

10, rue de Solferino

75007 Paris